

## **Réindustrialiser la France nécessite davantage de cohérence**

*Editoriale*

La réindustrialisation ne se décrète pas et ne peut pas se contenter de coups de communication. Aussi bien intentionnée soit-elle, l'initiative d'organiser un sommet Choose France, lundi 17 novembre à Paris, aura du mal à faire illusion sur la situation préoccupante de l'industrie tricolore. Censée galvaniser les investissements français en renvoyant l'image d'une « France qui réussit », l'opération ne fait que souligner l'écart grandissant entre un discours volontariste au sommet de l'Etat et la réalité économique du pays.

Réplique de l'édition internationale, qui a vocation depuis huit ans à promouvoir l'attractivité de l'Hexagone auprès des investisseurs étrangers, ce sommet Choose France s'adresse cette fois exclusivement aux entreprises françaises. La méthode est la même : additionner les projets sur le point de se concrétiser, afin de parvenir à un chiffre flatteur capable de frapper les esprits. Le ministre de l'économie et des finances, Roland Lescure, communique ainsi sur 30,4 milliards d'euros d'investissements d'entreprises françaises en 2025 dans 151 projets sur le sol national. Ce chiffre doit être relativisé dans la mesure où les deux tiers étaient déjà connus.

Au-delà des annonces sonnantes et trébuchantes, ce sommet sert surtout de prétexte à l'exécutif pour tenter de renouer le lien avec un milieu patronal sidéré par l'instabilité de la situation politique et ses conséquences désastreuses sur la marche économique du pays. Même si la croissance résiste, avec une progression de 0,5 % du PIB au troisième trimestre, beaucoup d'indicateurs sont en train de virer au rouge. Les ouvertures d'usines marquent le pas et ne parviennent plus à compenser les fermetures. La tenue de Choose France le jour de l'annonce de la liquidation de trois

des quatre sites du sidérurgiste français NovAsco (ex-Ascometal), avec plusieurs centaines d'emplois supprimés, constitue une coïncidence fâcheuse.

Le sommet se déroule surtout en plein débat budgétaire, qui, à ce stade, fait la part belle aux hausses d'impôts sur les entreprises. Emmanuel Macron a beau déplorer le détricotage de sa politique de l'offre, qu'il a poursuivie pendant sept ans, cette surenchère fiscale au sein d'un Parlement sans majorité est en partie la résultante de son inconséquence budgétaire. Le rétablissement des comptes publics exige un effort partagé, dont les entreprises ne peuvent être dispensées.

Maintenant, tout est une question d'équilibre. Il est évident que le balancier fiscal est allé trop loin. La seconde partie du débat budgétaire doit être mise à profit pour rééquilibrer la contribution des entreprises au moment où elles doivent affronter un contexte très difficile. Entre l'agressivité de la machine exportatrice chinoise, les droits de douane américains et une conjoncture européenne peu porteuse, le tissu industriel français est particulièrement vulnérable. Par ailleurs, il est toujours en attente d'une programmation pluriannuelle de l'énergie, document stratégique de pilotage de la décarbonation de la production. Pendant ce temps, l'Allemagne décide de subventionner sa production électrique pour améliorer la compétitivité de son industrie.

Réindustrialiser nécessite de la persévérance et de la clarté dans les orientations politiques et un minimum de stabilité sur le plan fiscal et réglementaire. La plupart des partis politiques ont fait de la réindustrialisation une nécessité pour la souveraineté et la prospérité du pays. Il s'agit maintenant de faire réellement coïncider cet objectif avec les choix faits à l'Assemblée. Nous en sommes loin.